

**Rapport final : Possibilités du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en Amérique
Atelier à Montevideo, en Uruguay, les 16 et 17 décembre 2019**

Résumé :

Les 16 et 17 décembre 2019 à Montevideo, le Canada et l'Uruguay ont organisé un atelier de deux jours sur les « *possibilités du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en Amérique* ». Il s'agissait du premier atelier de ce type dans la région, rassemblant plus de 100 participants issus de gouvernements en Amérique, de membres du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS, de la société civile, des peuples autochtones, des Nations Unies, de la police et de l'armée. 17 pays de la région de l'Amérique étaient représentés : l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Haïti, la Jamaïque, le Mexique, le Panama, le Pérou, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et les États-Unis.

L'objectif de l'atelier était de sensibiliser davantage les régions à l'applicabilité du programme pour les femmes, la paix et la sécurité aux défis actuels en matière de paix et de sécurité dans l'hémisphère et d'encourager l'élargissement et le renforcement des réseaux régionaux de femmes œuvrant pour la paix, la médiation et la défense des droits de l'homme. Ce fut également l'occasion de partager des informations sur l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix et d'en apprendre plus auprès des femmes de la région qui ont été déployées dans des opérations de paix. Les résultats de cet atelier servent de base à la coprésidence par le Canada et l'Uruguay du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en 2020, année du 20^e anniversaire de la résolution emblématique 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Principaux points soulevés dans cet atelier :

- Notre approche de la paix et de la sécurité en Amérique doit aller au-delà de la focalisation traditionnelle sur l'impact des conflits armés qui domine la conversation sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité, tant sur le plan régional que sur le plan mondial. Des sociétés plus inclusives, plus égalitaires pour les genres et plus pacifiques nécessitent la participation des femmes à la prévention et à la résolution des conflits, ainsi qu'à la construction de l'État après un conflit;
- Les récents incidents de violence et d'instabilité dans la région soulignent la nécessité de renforcer le leadership des femmes dans la prévention et la résolution des conflits;
- Il est essentiel de s'attaquer aux faibles niveaux de participation politique des femmes dans la région, car ils contrastent avec l'énorme leadership des femmes sur le terrain, en particulier sur les plans local et communautaire;
- Le leadership des femmes, en particulier lorsqu'il est reconnu et soutenu, est un élément fondamental de toute initiative de prévention des conflits et de paix durable;
- Les obstacles auxquels se heurtent les femmes de la région pour être déployée dans les opérations de paix de l'ONU sont notamment l'inégalité de genre, les normes de l'ONU, le faible recrutement de femmes, le manque de représentation et de leadership et les rôles sexospécifiques bien ancrés;
- La protection des civils est un pilier des opérations de paix, et les Nations Unies adaptent leur approche pour faire participer les populations civiles en créant des pelotons d'engagement : une nouvelle capacité équilibrée entre les genres pour améliorer les opérations de paix en facilitant la participation communautaire. Ces pelotons d'engagement auront besoin d'une formation

complète afin que les gardiens de la paix aient une compréhension holistique des contextes dans lesquels ils travailleront.

Parmi les principaux résultats de l'atelier, notons :

- Une meilleure compréhension de la manière dont le programme pour les FPS est pertinent pour la paix et la sécurité dans le contexte de l'Amérique, ce qui contribuera à façonner les discussions sur l'application du programme au-delà des conflits armés pendant le mandat de coprésidence Canada-Uruguay du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS en 2020-2021;
- Une plus grande confiance et des liens plus étroits entre la société civile, l'armée et la police dans la région;
- Renforcement des réseaux de femmes œuvrant pour la paix, médiatrices, gardiennes de la paix, militaires et policières;
- Des possibilités claires pour l'accroissement des efforts régionaux pour les FPS ont été déterminées, auxquelles le Canada et l'Uruguay, parmi d'autres pays de l'hémisphère, peuvent contribuer;
- Une communication accrue et améliorée avec les institutions policières et militaires de la région au sujet de la participation des femmes dans les opérations de paix et des défis rencontrés par celles-ci dans les organisations militaires et policières;
- Une plus grande visibilité du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS et de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix;
- Les bases sont posées pour de futures discussions régionales en Amérique sur les FPS.

Rapport :

L'Uruguay et le Canada coprésident le Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en 2020, année du 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui constitue le fondement du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Sous les auspices de ce mandat de coprésidence, l'Uruguay et le Canada ont accueilli un atelier régional : *Possibilités du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en Amérique* à Montevideo, en Uruguay, du 16 au 17 décembre 2019. L'atelier s'est concentré sur l'importance d'une plus grande participation régionale au programme pour les femmes, de la paix et de la sécurité (FPS), notamment par le biais du renforcement du pouvoir des femmes en tant qu'actrices et agentes de changement essentielles pour la paix dans la région et dans le monde. Les discussions interactives ont porté sur le renforcement des réseaux de femmes pour la consolidation de la paix et la médiation dans la prévention des conflits et les processus de paix, ainsi que sur l'augmentation de la participation significative des femmes au maintien de la paix grâce à l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix.

L'atelier a réuni plus de 100 participants, dont les coordonnateurs nationaux du programme pour les FPS, des organisations de la société civile et des représentants autochtones des États-Unis, du Canada et des pays d'Amérique latine et des Caraïbes; des membres des forces policières et des services militaires des pays qui participent à l'Initiative Elsie, et de pays ciblés par l'Initiative Elsie en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). Voir l'**annexe A** pour consulter la liste des participants.

Séance d'ouverture

L'allocution d'ouverture d'Ana Teresa Ayala, directrice générale du secrétariat du ministère des Affaires étrangères de l'Uruguay, a mis l'accent sur les valeurs communes du Canada et de l'Uruguay, notamment en matière de droits de la personne et de maintien de la paix. Elle a noté que cette année de coprésidence du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS est l'occasion de réunir différents acteurs de la région pour réfléchir à cet important programme visant à construire des sociétés pacifiques, inclusives et tolérantes en Amérique. Les pays de la région sont invités à considérer le programme pour les FPS au-delà de leurs engagements existants en matière de droits de la personne et de la contribution de troupes aux opérations de paix. Mme Ayala a mis les participants au défi de prendre de nouveaux engagements nationaux et régionaux plus ambitieux.

Gwyneth Kutz, directrice générale du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix d'Affaires mondiales Canada et coordonnatrice du programme pour les FPS du Canada, a prononcé un discours d'ouverture axé sur le partenariat solide entre le Canada et l'Uruguay dans le contexte de l'Initiative Elsie, ainsi que sur le fait que le Canada et l'Uruguay coprésident en 2020 le Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS. Elle a parlé des défis propres au Canada dans le domaine de la sécurité des femmes, en particulier de la violence et de la discrimination auxquelles sont confrontées les femmes et les filles autochtones, et a souligné que le plan d'action national du Canada pour les FPS est axé à la fois sur les questions nationales et internationales. Elle a souligné le leadership du Canada dans l'Initiative Elsie, qui vise à catalyser un changement transformationnel en augmentant la participation significative des femmes en uniforme dans les opérations de paix de l'ONU.

Tendances régionales concernant les femmes, la paix et la sécurité

Dans le panel plénier d'ouverture, des intervenantes d'ONU Femmes et d'organisations de la société civile ont souligné que le programme de paix et de sécurité en Amérique va au-delà de la notion traditionnelle de conflit armé qui a dominé la conversation mondiale sur les femmes, la paix et la sécurité. Les plus grands défis en matière de paix et de sécurité dans la région sont liés à des niveaux élevés de conflits politiques et sociaux, ainsi qu'à des facteurs liés à des taux élevés de criminalité et de corruption, à la détérioration de la situation des droits de la personne et à des flux de mobilité humaine très importants : migrants, réfugiés, personnes déplacées et demandeurs d'asile dans des situations de plus en plus vulnérables. Les récents incidents de violence et d'instabilité dans la région montrent la nécessité de renforcer le leadership des femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

Dans la région de l'ALC, les femmes rencontrent encore de grands obstacles pour accéder aux espaces de prise de décision, notamment au niveau local. Ce déficit de participation politique est critique, car il contraste avec l'énorme leadership de base exercé par les femmes dans leurs communautés sur le plan local. Le leadership des femmes, lorsqu'il est reconnu et soutenu, devient un élément fondamental de toute initiative de prévention des conflits et de paix durable.

La violence contre les femmes a augmenté dans toute la région. La région d'Amérique latine comprend cinq des douze pays ayant le taux de féminicides le plus élevé au monde. On constate une augmentation alarmante de la violence politique à l'encontre des femmes qui participent aux espaces de décision nationaux et locaux ainsi que des femmes leaders, défenseuses des droits de la personne et militantes mobilisées dans la lutte contre la violence, les inégalités et la corruption. Beaucoup de ces femmes ciblées sont jeunes, autochtones, d'origine africaine ou LGBTI.

Parmi les principales actions suggérées pour aider à assurer la mise en œuvre des conventions sur les droits de la personne et les normes pour les FPS en Amérique, on peut citer :

- Forger une meilleure harmonisation entre les principaux cadres de l'égalité des genres (y compris *la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* [CEDAW], ratifiée par tous les pays d'Amérique latine); développer davantage de plans d'action nationaux pour les FPS; localiser la mise en œuvre de ces cadres et outils;
- Renforcer les institutions, en particulier l'interface entre les droits de la personne et le secteur de la sécurité, et prendre des mesures concrètes pour la réforme du secteur de la sécurité (RSS);
- Mettre l'accent sur la prévention des conflits et la construction d'une paix durable;
- Protéger les femmes qui défendent les droits de la personne et amplifier leur voix;
- S'appuyer sur des projets qui ont un impact positif sur les femmes, par exemple en donnant des moyens d'action aux femmes médiatrices sur les plans local et international.

Réseaux de consolidation de la paix et de femmes médiatrices, consolidation de la paix inclusive, genre et violence, et instauration de la confiance dans les situations post-conflit

Réseaux de consolidation de la paix et de femmes médiatrices

Dans le contexte actuel en Amérique latine, les réseaux de femmes médiatrices peuvent jouer un rôle important dans les efforts de paix et de sécurité, étant donné leur rôle dans la prévention des conflits à tous les niveaux, mais particulièrement sur le plan communautaire. Les réseaux de femmes artisanes de paix sont également importants, avec des rôles distincts de ceux des médiatrices ou négociatrices individuelles. Des ressources plus sûres pour ces organisations de femmes sont essentielles pour garantir des progrès dans la mise en œuvre du programme pour les FPS dans la région. L'importance et la qualité de l'effort dépendent du financement, et ce travail est souvent entrepris sur une base volontaire. La création d'un nouveau réseau de femmes médiatrices dans le cône Sud a été soulignée, le Red de Mujeres Mediadoras del Cono Sur. Ce réseau comprend la participation de femmes du Chili, du Paraguay, du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine.

Amassuru, un nouveau réseau régional d'Amérique latine et des Caraïbes regroupant 350 femmes travaillant dans le domaine de la sécurité et de la défense, a également été présenté aux participants de l'atelier. Amassuru aborde les questions de sécurité dans une perspective large, incluant la sécurité des citoyens, la sécurité de la personne, la sécurité internationale et la justice, et promeut la visibilité et la participation des femmes aux discussions régionales sur la sécurité et la défense. Ses membres comprennent des femmes travaillant dans la recherche, l'éducation, les politiques publiques et la prévention, le journalisme, les organisations non gouvernementales, les gouvernements nationaux et locaux, les organisations internationales et les universités, entre autres secteurs.

Consolidation de la paix inclusive

Cette discussion a porté sur l'importance de la diversité des voix et de l'instauration de la confiance pour garantir une consolidation de la paix inclusive. Il est particulièrement important que les peuples autochtones puissent partager leurs propres paradigmes et modèles de consolidation de la paix avec d'autres communautés autochtones de la région et des continents. Par exemple, un programme de soutien communautaire pour les familles autochtones à Winnipeg, au Canada, applique un modèle appris des Maoris de Nouvelle-Zélande sur les conférences familiales. Les réunions formelles avec médiation entre les membres de la famille et d'autres fonctionnaires, notamment les travailleurs sociaux et la police, sont essentielles pour résoudre les problèmes dans les communautés, qu'il s'agisse de soins et de

protection ou de la navigation dans le système de justice pénale (en particulier pour les enfants et les adolescents).

L'importance de la reconnaissance des terres a été évoquée comme un moyen de mettre l'inclusion au premier plan de la consolidation de la paix. Ces déclarations reconnaissent les premiers habitants de la terre et constituent un moyen modeste, mais important, d'apporter des changements et d'amplifier les voix de ceux qui ont traditionnellement été marginalisés et exclus des discussions sur les décisions importantes qui les concernent. En général, nos histoires nationales actuelles ne reflètent pas la vérité, mais seulement une certaine perspective. Une partie importante de la construction de sociétés pacifiques et inclusives consiste à changer le discours éducatif dans nos écoles. La législation sur la compétence culturelle peut être un outil utile à cet égard. De nombreux participants ont souligné l'importance d'inclure les réseaux de femmes autochtones dans les processus de paix.

Il a été rappelé aux participants de rechercher activement des voix marginalisées avec des perspectives différentes et de les mettre en avant. Chaque femme a un potentiel important et la paix ne peut être construite ensemble si la personne en face de nous n'est pas respectée. Certaines approches réussies de consolidation de la paix dans la région ont abordé la dynamique familiale de la hiérarchie et du chauvinisme masculin. Il est important de travailler directement avec les hommes pour changer les fondements de cet environnement familial afin de parvenir à l'égalité des genres.

Il a été noté que les femmes et les organisations féministes sont à l'avant-garde des mouvements de protestation et sont la cible de violences de la part des acteurs étatiques, y compris de violences sexuelles. Les défenseurs des droits de la personne, en particulier les femmes autochtones, sont criminalisés pour avoir participé à des protestations et beaucoup ont été tués; l'obligation de rendre des comptes reste un grave problème. L'un des défis de l'inclusion est qu'elle peut être politisée. Par exemple, la parité hommes-femmes et la représentation des autochtones sont toutes deux importantes et un aspect de l'inclusion ne doit pas en désavantager un autre.

Genre et violence

L'importance de la *Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence faite aux femmes*, connue sous le nom de *Convention de Belém do Pará* (1994) a été présentée comme un cadre solide pour le programme pour les FPS dans la région de l'ALC. La *Convention de Belém do Pará* ne traite pas seulement de la violence dans la sphère privée, mais aussi dans les espaces publics. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper les espaces publics, comme en témoignent les récentes manifestations dirigées par des femmes dans la région, mais elles sont confrontées à la violence. Il y a une réaction hostile et un rejet de l'égalité des genres influencés par les forces ultras conservatrices de la région. Il est important que les efforts déployés pour y répondre couvrent les multiples formes de violence auxquelles les femmes sont confrontées, notamment l'augmentation des flux migratoires en Amérique, qui se poursuivra avec l'apparition du changement climatique et la multiplication des protestations sociales.

La lutte contre la violence à l'égard des femmes est essentielle dans les questions plus générales de paix et de sécurité, car elle peut constituer un signal d'alarme précoce en cas de conflit. Les organisations internationales et régionales, y compris les Nations Unies et l'Organisation des États américains (OEA), devraient appliquer le programme pour les FPS dans le contexte de la région de l'Amérique. Les mécanismes permettant de faire avancer le programme pour les FPS dans la région comprennent la *Convention interaméricaine des droits de la personne* de l'OEA et la *Convention des Nations Unies sur*

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), en plus de la Convention de Belém do Pará.

La *recommandation générale 30 de la CEDAW* (sur les femmes dans la prévention des conflits, les situations de conflit et de post-conflit) a été présentée comme un lien important entre les cadres des droits de la personne et le programme pour les FPS, en particulier parce que tous les pays de l'ALC ont ratifié la *CEDAW*. La *recommandation 30* reflète largement les préoccupations de l'Amérique latine en matière de paix et de sécurité, y compris la manière dont la *CEDAW* peut être appliquée en cas de crise, de terrorisme et en temps de paix : elle va au-delà du champ d'application plus étroit des résolutions pour les FPS du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle pourrait contribuer à fournir à la région un cadre clair pour faire avancer le programme pour les FPS dans les situations de conflit non armé. Il a également été noté que les mouvements qui travaillent pour mettre fin à la violence sexiste devraient relier le programme pour les FPS à leurs efforts.

Instauration de la confiance pour mettre en œuvre la paix

Cette discussion a souligné l'importance de l'instauration de la confiance dans les situations post-conflit. Lorsqu'une société a été militarisée et qu'un pouvoir accru a été accordé aux hommes pendant le conflit, il est important de réfléchir à la manière de régénérer le tissu social après le conflit.

L'inclusion et la transparence dans les processus de paix sont très importantes. Par exemple, la mission de vérification des Nations Unies en Colombie disposait d'un mécanisme tripartite avec des coordonnateurs pour l'égalité des genres pour les FARC, le gouvernement et les Nations Unies. Cela a fait une différence importante dans la prise en compte des préoccupations des femmes, notamment l'exploitation et les atteintes sexuelles (EAS). Les coordonnateurs pour l'égalité des genres avaient également un accès direct au chef de la mission. À la suite de ce processus, il a été décidé que toutes les femmes ex-combattantes des deux côtés du conflit seraient impliquées dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR). Cela a permis de rétablir la confiance entre ces femmes qui sont restées dans la même tente, ont bu du café ensemble et ont joué au football (soccer). De plus, comme les femmes ont participé à la négociation des termes de l'accord de cessez-le-feu en Colombie, une interdiction de la violence sexuelle a été incluse, ce qui a généré une plus grande confiance dans le processus de paix. Il a été conclu que, dans le cadre d'un DDR réussi, nous devons nous souvenir des femmes ex-combattantes et créer des processus de DDR qui reflètent leur réalité et leurs besoins.

Le déploiement d'équipes de déminage humanitaire composées de femmes est un autre exemple pratique de consolidation de la paix en Colombie. Les femmes démineuses travaillent souvent dans les communautés les plus isolées, les plus touchées par les conflits et les plus vulnérables pour aider à rétablir la paix et à reconstruire les moyens de subsistance après un conflit. Le modèle de déminage humanitaire recrute des femmes sur place dans les régions touchées par les mines terrestres et les unités de déminage entièrement féminines travaillent seules ou aux côtés de collègues masculins pour rétablir l'accès aux principales infrastructures (marchés, écoles, routes et eau) et aux terres agricoles après un conflit. Les femmes d'une même équipe de déminage ont beau avoir été dans des camps différents pendant le conflit, elles ont travaillé ensemble pour contribuer à créer les conditions d'un retour à la paix. Les avantages pour les efforts locaux de consolidation de la paix d'avoir des unités féminines de déminage humanitaire pendant la stabilisation post-conflit ont été démontrés dans de nombreuses régions du monde.

Les femmes dans les opérations de paix

Un point fort de l'atelier de deux jours modéré par la coordonnatrice pour les FPS du Canada, Gwyneth Kutz, a été le panel avec des femmes gardiennes de la paix du Brésil, du Mexique et de l'Uruguay. Ce groupe de femmes inspirantes travaillant comme gardiennes de la paix a partagé un large éventail d'expériences et un engagement à ouvrir la voie à la participation de plus de femmes dans leurs forces nationales et aux missions de l'ONU. En particulier, la capitaine de corvette Marcia Braga, de la marine brésilienne, lauréate 2019 du prix de l'ONU pour la défense de l'égalité des genres, a fait des remarques sincères et convaincantes sur la protection des civils. Elle a mis en place un réseau de conseillers et de coordonnateurs formés aux questions de genre au sein des unités militaires de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) et a encouragé l'utilisation d'équipes mixtes composées de femmes et d'hommes pour effectuer des patrouilles communautaires. En République centrafricaine, la violence sexuelle et sexiste est un problème grave, et ces équipes d'engagement mixte ont permis à la Mission de recueillir des informations essentielles pour protéger les populations vulnérables et comprendre les différents besoins de protection des femmes, des hommes, des filles et des garçons. La capitaine de corvette Braga a expliqué que les missions de l'ONU avaient besoin de plus de femmes pour que les femmes sur place puissent parler plus librement des questions qui affectent leur vie. La capitaine de corvette Braga a également veillé à ce que la direction de la mission communique avec des femmes leaders locales, afin que les voix des femmes de la région soient entendues dans le processus de paix en cours.

Les panélistes avaient été déployées dans diverses missions de l'ONU, notamment en RCA, en RDC, au Mali, en Haïti et au Timor-Oriental. Elles ont été interrogées sur les obstacles qu'elles ont pu rencontrer avant, pendant et après le déploiement; la culture des missions d'opérations de paix de l'ONU; l'importance du leadership; l'infrastructure physique des missions; et l'impact des déploiements sur leur vie personnelle et professionnelle. Beaucoup d'entre elles étaient les premières ou faisaient partie d'un petit nombre de femmes à être déployées à partir de leurs forces nationales et elles ont toutes déclaré que l'expérience du déploiement en mission était enrichissante tant sur le plan personnel que sur le plan professionnel. Toutes ont souligné l'importance de créer des liens informels et d'entrer en relation avec d'autres femmes en mission. Les panélistes ont formulé des réflexions et des conseils destinés à leurs forces nationales, aux Nations Unies, ainsi qu'aux prochaines femmes qui seront gardiennes de la paix, exprimant notamment la nécessité d'offrir des possibilités d'avancement et des modèles de rôle, ainsi que la nécessité de se préparer et d'avoir confiance en soi et en ses propres capacités.

Pelotons d'engagement et protection des civils

Le Canada et l'Uruguay ont fait une présentation conjointe sur le travail qu'ils mènent à l'ONU en se concentrant sur les pelotons d'engagement mixtes, une nouvelle unité équilibrée entre les genres pour le maintien de la paix de l'ONU, et sur le rôle que ces pelotons d'engagement jouent dans la protection des civils. Les discussions ont porté sur la façon dont les pelotons d'engagement constituent une nouvelle capacité pour l'ONU afin d'améliorer la protection des civils dans les opérations de paix de l'ONU. Les participants ont souligné la nécessité pour tous les membres des pelotons d'engagement d'être pleinement formés et d'avoir une compréhension globale du contexte dans lequel ils travaillent. Il a été noté que les pelotons d'engagement devraient faire participer les organisations de femmes au-delà des questions de genre, étant donné leur expertise dans différents domaines.

Obstacles et possibilités pour les femmes dans les opérations de paix de l'ONU

Les participants se sont répartis en deux groupes pour discuter des obstacles et des possibilités que rencontrent les femmes déployées dans des opérations de paix de l'ONU. Les discussions ont été ouvertes,

franches et sincères, avec la participation active de la société civile de la région, des officiers de l'armée et de la police, et des représentants du gouvernement.

La séance en petits groupes sur les obstacles auxquels se heurtent les femmes pour être déployées dans les opérations de paix de l'ONU a abordé des questions telles que l'inégalité des genres dans les cultures d'Amérique latine, les normes de l'ONU, le recrutement des femmes, le manque de représentation et de leadership et les rôles sexospécifiques bien ancrés. Notamment, une policière uruguayenne a indiqué qu'elle n'avait pas pu être déployée non pas parce qu'elle ne remplissait pas toutes les conditions, mais en raison de son âge. Elle avait toute la formation requise, mais n'avait que 24 ans, alors que l'ONU exige 25 ans pour le déploiement. D'autres personnes en uniforme et membres de la société civile autour de la table ont souligné que les différences générationnelles entre les sexes ne devraient pas être un facteur d'entrave. Un membre de la société civile a déclaré : « On peut être un jeune homme, mais une jeune femme, c'est différent. »

La deuxième séance de travail s'est concentrée sur les possibilités offertes aux femmes d'Amérique d'être déployées dans les opérations de paix de l'ONU. L'importance pour les femmes d'avoir accès à des renseignements sur la manière d'être déployée et sur ce à quoi elles peuvent s'attendre a été soulevée, tout comme la nécessité de créer des réseaux de femmes gardiennes de la paix, non seulement dans les contextes nationaux, mais aussi à travers l'Amérique. L'une des principales conclusions de la séance a été de souligner la possibilité de changer les stéréotypes liés au genre, un policier de la région ayant déclaré : « L'augmentation du nombre de femmes est une occasion de briser les stéréotypes, non seulement dans les pays, non seulement dans les unités, mais aussi dans les communautés que nous servons. Cela signifie que nous pouvons éviter de renforcer les stéréotypes que les dirigeants locaux pourraient avoir, mais aussi générer des changements pour les femmes dans la communauté et au-delà. »

Fonds de l'Initiative Elsie

Une présentation détaillée sur le Fonds de l'Initiative Elsie a mis en évidence la manière de postuler au Fonds, les critères des propositions et les délais et étapes d'un cycle complet du programme. La responsable du Fonds de l'Initiative Elsie, Deborah Warren-Smith, a offert des conseils et un soutien continu aux candidats. Le Fonds a été lancé par ONU Femmes en mars 2019 avec le soutien du Canada et est conçu pour inciter les pays contributeurs de troupes et de policiers et les organisations de l'ONU à accélérer les progrès en matière de participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix de l'ONU. Il existe trois modalités de financement : 1) le financement pour l'évaluation des obstacles auxquels se heurtent les institutions militaires et policières des pays contributeurs; 2) le financement de projets flexibles pour permettre aux pays contributeurs de troupes et de policiers à l'Organisation des Nations unies d'accéder à une aide financière pour soutenir le déploiement à court et à long terme de femmes formées et qualifiées; 3) des primes financières aux pays contributeurs de troupes et de policiers pour le déploiement d'« unités fortement fondées sur le genre » dans les opérations de paix des Nations Unies. Une unité fortement fondée sur le genre se définit comme un bataillon ou une unité de police formée (UPF) qui comprend une représentation substantielle de femmes, dans l'ensemble ainsi qu'en position d'autorité, dont tous les membres ont suivi une formation sur l'égalité entre les genres et qui possède le matériel adéquat pour assurer la parité des conditions de déploiement des femmes et des hommes gardiens de la paix.

Séance de présentation de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix

H. E. Martín Vidal, ambassadeur de l'Uruguay au Canada, a fait la présentation introductive de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes dans les opérations de paix, y compris la participation de l'Uruguay

et l'importance de l'initiative en Amérique. L'ambassadeur Vidal est le représentant de l'Uruguay au sein du groupe de contact de l'initiative Elsie, auquel il participe depuis sa création. Le Canada a créé le groupe de contact composé de 11 pays (Afrique du Sud, Argentine, France, Ghana, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Sénégal, Suède, Royaume-Uni et Uruguay) pour conseiller et soutenir l'initiative. La lieutenant-colonelle Carina de los Santos, des forces armées de l'Uruguay, a également parlé du processus d'évaluation des obstacles dans ses forces armées et Marcella Donadio, de RESDAL, a expliqué la méthodologie d'évaluation des obstacles. Grâce au financement du Canada et de la Norvège, le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) a mis au point une méthodologie exhaustive d'évaluation des obstacles en relation avec l'Initiative Elsie. L'évaluation des obstacles est perçue comme un outil révolutionnaire qui vise à modifier la façon dont les organisations comprennent la réforme et à trouver des voies pour créer un changement mesurable.

Le « Marché aux idées » d'Amérique

Le format innovateur du Marché aux idées de cet atelier a encouragé une interaction supplémentaire entre les participants sur les questions liées aux FPS. Il s'agissait d'une occasion d'échanger des idées de façon plus décontractée, d'élargir ses réseaux et de renforcer la collaboration entre les États membres, les organisations de la société civile et les autres intervenants intéressés aux FPS. Les participants ont choisi les séances qui les intéressaient afin d'explorer et de partager diverses perspectives, et de créer de nouveaux liens. Douze participants et organisations ont été répartis en trois groupes de quatre, et chaque participant a animé deux ou trois conversations sur une période de trente minutes. Il en a résulté une participation plus active avec des conversations dynamiques sur les thèmes et les questions des FPS.

Plan d'action national de l'Uruguay et plus d'efforts nécessaires pour les FPS sur le plan régional

Dans son discours de clôture de l'atelier, Noelia Martinez Franchi, directrice des affaires multilatérales au ministère uruguayen des Affaires étrangères et coordonnatrice du programme pour les FPS pour l'Uruguay, a indiqué que son pays était en train de finaliser son premier plan d'action pour les FPS. Elle a noté que l'Amérique a déjà contribué de manière importante à l'avancement du programme pour les FPS et que cela devrait être reconnu. Mme Martinez a appelé la région à saisir l'occasion créée par cet atelier sans précédent sur les FPS pour être plus ambitieuse et a suggéré qu'une approche régionale du programme pour les FPS pourrait être un moyen efficace de répondre à certaines préoccupations importantes en matière de paix et de sécurité dans la région.

Gwyneth Kutz a adressé les remarques finales en tant que coordonnatrice du programme pour les FPS du Canada, réitérant l'importance des plans d'action nationaux comme un outil important pour rendre les ambitions et les objectifs des résolutions du programme pour les FPS du Conseil de sécurité des Nations Unies plus concrets sur le terrain. Elle a encouragé les pays et les organisations régionales qui n'en sont pas encore membres à rejoindre au réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS. Mme Kutz a noté le partenariat solide entre le Canada et l'Uruguay à la fois sur le réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS et sur l'Initiative Elsie pour la participation des femmes dans les opérations de paix et a assuré aux participants que les discussions de Montevideo contribueraient à façonner les discussions mondiales du réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS en 2020.

Commentaires et prochaines étapes : Un certain nombre de résultats importants peuvent être attribués à cet atelier, le premier du genre, sur les FPS en Amérique. La plus évidente est une meilleure compréhension, par les principales parties prenantes de la région, de la pertinence du programme pour les FPS dans le contexte de l'Amérique, ce qui contribuera à façonner les discussions sur l'application du programme pour les FPS au-delà des conflits armés pendant l'année de coprésidence du Réseau des

coordonateurs du programme pour les FPS par le Canada et l'Uruguay en 2020. L'applicabilité du programme pour les FPS en dehors des conflits armés n'est pas fréquemment reconnue sur le plan mondial, malgré la recommandation générale 30 de la CEDAW qui souligne que le programme pour les FPS s'applique en temps de crise comme en temps de paix.

Les préparatifs et l'organisation de l'atelier par le Canada et l'Uruguay ont été réalisés dans un contexte de véritable partenariat, l'Uruguay apportant une contribution importante à la détermination des principales questions qui trouveraient un écho dans la région et à l'identification de certains acteurs importants. ONU Femmes a également apporté une aide précieuse en fournissant ses contacts dans la société civile de la région.

Bien que ce soit difficile à mesurer, on pouvait voir que les liens et la confiance s'étaient améliorés entre la société civile et les participants militaires et policiers à la suite de l'atelier. Le format de l'atelier, ainsi que certains des éléments plus interactifs de la conférence, tels que la séance de discussion sur l'Initiative Elsie et le Marché aux idées, ont permis de réunir des personnes d'horizons et d'expertises différents sur les FPS. Des groupes ayant des objectifs et des intérêts similaires, par exemple des représentants autochtones canadiens, américains et latino-américains, des femmes médiatrices ou des femmes gardiennes de la paix (dont beaucoup se rencontraient pour la première fois), ont échangé leurs coordonnées, partagé leurs expériences et discuté d'une future collaboration.

Des possibilités claires pour un leadership continu sur les FPS dans la région ont été proposées pendant l'atelier. Notamment, des efforts pourraient être faits pour socialiser davantage le programme pour les FPS dans la région par une interaction avec l'Organisation des États américains. Il existe également d'autres possibilités d'engagement bilatéral entre des pays de la région pour soutenir les efforts mutuels en matière de FPS, ainsi qu'avec les Nations Unies pour faire avancer les discussions mondiales sur les FPS et mieux refléter les préoccupations de paix et de sécurité dans notre région.